

## CHAPITRE IV : LE PROJET DE DECRET ET SON INTERPRETATION

Afin de rendre plus compréhensible le projet de décret (travaillé en amont avec le Ministère de l'Ecologie), voici ci-dessous un tableau permettant de comparer le texte de décret de classement proposé et ce qu'il va impliquer s'il est adopté sous cette forme.

**Tableau 32 : Interprétation du projet de décret de classement**

Le projet de décret de classement	Comment cela va-t-il se traduire ?
<p><b><u>Art 1 : Périmètre</u></b></p> <p>Sont classées en réserve naturelle nationale sous la dénomination « réserve naturelle nationale des Marais du Vigueirat » (Bouches-du-Rhône), les parcelles cadastrales suivantes, identifiées par les références des documents cadastraux disponibles en novembre 2008 et situées sur le territoire de la commune d'Arles :</p> <p>Section IS : parcelles n°s 45, 102, 103, 106, 107, 110 ;</p> <p>Section IX : parcelles n°s 3, 12, 13 ;</p> <p>Section IY : parcelles n°s 2, 16, 20 à 25, 28, 30, 32, 34 à 39 ;</p> <p>Section KC : parcelles n°s 51, 53 à 56, 59 à 61.</p> <p>La superficie totale de la réserve naturelle est de 919 ha environ.</p> <p>Les parcelles constituant le périmètre de la réserve sont reportées sur la carte au 1/25000 et sur les plans cadastraux annexés au présent décret. Ces pièces peuvent être consultées à la préfecture des Bouches-du-Rhône.</p>	<p>Le classement en réserve naturelle nationale ne concernera pas l'ensemble du site actuel des Marais du Vigueirat (voir 1.3.3). La réglementation proposée par le présent décret ne s'appliquera donc que sur les parcelles désignées ci-contre. Le reste du site ne sera pas concerné et sera soumis au règlement intérieur actuel des Marais du Vigueirat.</p>

<p><b>Art 2 : Gestion</b></p> <p>Le préfet organise la gestion de la réserve conformément aux articles R. 332-15 à R. 332-22 du code de l'environnement.</p>	<p>Il sera créé un Comité Consultatif, présidé par le Préfet et composé de représentants des administrations civiles et militaires et des établissements publics de l'Etat intéressés, d'élus locaux, de représentants des propriétaires et des usagers, de personnalités scientifiques qualifiées et de représentants des associations agréées ayant pour principal objet la protection des espaces naturels. Le Comité Consultatif donnera son avis sur le fonctionnement de la réserve, sur sa gestion et sur les conditions d'application du présent décret de classement. Il sera donc consulté sur toutes les décisions (dont les autorisations préfectorales) qui concernent la réserve : ceci étant prévu dans le code de l'environnement, il n'est pas nécessaire de le mentionner dans le décret. Il sera notamment consulté sur le Plan de gestion et pourra demander la réalisation d'études scientifiques en vue d'assurer la conservation, la protection et l'amélioration du milieu naturel de la réserve.</p> <p>De même, il sera aussi créé un Conseil Scientifique qui aura pour mission d'assister le gestionnaire de la réserve naturelle et le Comité Consultatif. Il sera notamment consulté au sujet du plan de gestion ou pour toute autre question à caractère scientifique.</p> <p>Le gestionnaire de la réserve naturelle sera désigné par le Préfet après avis du Comité Consultatif. Une convention sera ensuite passée entre le gestionnaire et le Préfet. Le gestionnaire aura pour mission d'assurer la conservation, voire la restauration, du patrimoine naturel de la réserve. Il veillera au respect de la réglementation énoncée dans le décret de classement en faisant appel pour cela à des agents commissionnés (« les gardes »). Il devra rédiger, dans les trois ans suivant la désignation de la réserve, un plan de gestion d'une durée de 5 ans, présentant un état des lieux du site, ainsi que les objectifs et actions à mener pour la préservation du site et de sa biodiversité. Ce plan de gestion est validé par le préfet après avis du Comité consultatif, du Conseil Scientifique, du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel et du Conseil National de Protection de la Nature. Le gestionnaire devra aussi rédiger un rapport annuel d'activités rendant compte de l'application du Plan de gestion, de l'utilisation des financements qu'il reçoit, du bilan financier de l'année écoulée et un projet de budget pour l'année suivante.</p>
<p><b>Art 3 :</b></p> <p>Les règles édictées par le présent décret sont applicables sur l'ensemble des espaces classés dans le périmètre de la réserve en vertu de l'article 1<sup>er</sup>, à moins qu'il en soit disposé autrement.</p>	<p>Rédaction habituelle des décrets de création de réserve naturelle, purement juridique.</p>

<p><b><u>Art 4 : Protection de la faune</u></b></p> <p>I.- Il est interdit, sauf autorisation du préfet délivrée à des fins scientifiques, de gestion, d'entretien ou d'animation de la réserve, après avis du conseil scientifique de la réserve :</p> <p>1° De troubler ou de déranger les animaux d'espèces non domestiques ou domestiques, par quelque moyen que ce soit ;</p> <p>2° D'introduire des animaux d'espèces non domestiques, quel que soit leur stade de développement ;</p> <p>3° D'introduire des animaux d'espèces domestiques à l'exception :</p> <p>a) des chiens qui participent à des missions de police, de recherche, de sauvetage ou d'accompagnement de personnes mal voyantes ;</p> <p>b) des animaux qui participent aux opérations de gestion, de recherche scientifique, d'entretien et d'animation de la réserve, conformément au plan de gestion.</p> <p>II.- Les interdictions prévues aux 1° et 2° ne s'appliquent pas aux opérations de police, de secours ou de sauvetage, ni aux activités et opérations autorisées par le présent décret ou en application de ses dispositions, dans la stricte mesure nécessaire à leur exercice ou déroulement.</p> <p>III. - Sous réserve des dispositions de l'article 6, il est interdit de porter atteinte de quelque manière que ce soit aux animaux d'espèces non domestiques, quel que soit leur stade de développement ainsi qu'à leurs habitats, sites de reproduction et de repos, ou de les emporter en dehors de la réserve, sauf autorisation du préfet délivrée à des fins scientifiques, après avis du conseil scientifique de la réserve.</p>	<p>Une réserve naturelle poursuit notamment un objectif de préservation de la faune sauvage : la réglementation en assure donc sa protection et limite le dérangement auquel elle peut être soumise (les oiseaux en reproduction ou hivernage par exemple). En outre, lorsqu'elle accueille des activités agricoles ou pastorales, les espèces domestiques concernées, qui participent à la gestion du milieu, sont également protégées.</p> <p>L'introduction d'espèces animales non domestiques est interdite, sauf pour des raisons très particulières scientifiques ou de gestion autorisées par le Préfet (une espèce autochtone disparue ou en voie de disparition par exemple), car elle risque d'induire de forts déséquilibres écologiques (problèmes des espèces exotiques qui occupent les niches écologiques, voire prédatent, les espèces autochtones).</p> <p>L'introduction d'espèces animales domestiques est interdite pour les mêmes raisons sauf lorsque ces espèces sont nécessaires à la gestion du patrimoine naturel du site (troupeaux de taureaux et de chevaux qui permettent de contrôler le développement de la végétation) ou à des questions diverses de sécurité. Les résidents sur la réserve naturelle ne pourront donc pas posséder de chiens, chats, animaux de basse-cour même enfermés, etc.</p> <p>Pour les mêmes raisons, il est donc aussi interdit de porter atteinte aux espèces animales (atteintes physiques) ainsi qu'à leurs habitats (modification, destruction, etc.), nécessaires à la conservation des espèces qu'ils abritent (héronnière par exemple).</p> <p>Toutes ces règles sont déjà appliquées sur le site des Marais du Vigueirat. Il n'y aura donc pas beaucoup de changements pour les activités quotidiennes du site.</p>
--	---

<p><b><u>Art 5 : Protection de la flore</u></b></p> <p>Sous réserve des dispositions des articles 6 et 11, il est interdit :</p> <p>1° D'introduire dans la réserve des végétaux, quel que soit leur stade de développement, sauf autorisation du préfet, délivrée après avis du conseil scientifique de la réserve. Cette disposition ne s'applique pas à l'introduction de végétaux destinés à constituer des plantes potagères pour la consommation domestique dans les jardins attenants aux habitations situées dans le périmètre de la réserve, à moins que ces végétaux appartiennent à des espèces invasives figurant sur une liste arrêtée par le préfet après avis du conseil scientifique de la réserve.</p> <p>2° De porter atteinte, de quelque manière que ce soit, aux végétaux non cultivés, y compris le bois mort, ou de les emporter en dehors de la réserve, sauf à des fins d'entretien et de gestion de la réserve ou sous réserve d'autorisation délivrée par le préfet à des fins scientifiques ou sanitaires après avis du conseil scientifique de la réserve.</p>	<p>Pour les mêmes raisons que pour les espèces animales, il est nécessaire de préserver l'équilibre écologique de la flore du site. L'introduction d'espèces végétales sur le site peut être à l'origine de forts déséquilibres (l'exemple de la jussie est bien connu). Il sera cependant possible pour les résidents de la réserve de posséder un potager dans les jardins attenants à leur logement à condition de ne pas cultiver de plantes invasives. Une liste de ces espèces sera établie et validée par le Préfet. Par contre, les risques étant trop importants pour ce qui concerne les espèces végétales d'ornement, les résidents ne pourront pas en cultiver dans leurs jardins.</p> <p>La cueillette, l'arrachage, etc. seront aussi interdits sauf lorsque cela sera nécessaire pour l'entretien ou la gestion de la réserve (par exemple la taille de la végétation sur les sentiers ouverts au public ou l'arrachage des plantes exotiques envahissantes comme la Jussie, le Baccharis, etc.).</p> <p>Le ramassage du bois mort sur la réserve sera interdit car il est une composante essentielle du fonctionnement des écosystèmes. Cela ne pourra être envisagé qu'exceptionnellement pour des raisons de sécurité par exemple.</p> <p>Toutes ces règles sont déjà appliquées sur le site des Marais du Vigueirat. Il n'y aura donc pas beaucoup de changements pour les activités quotidiennes du site.</p>
---	---

<p><b><u>Art 6 : Régulation des espèces</u></b></p> <p>Le préfet peut, après avis du conseil scientifique et du conseil scientifique régional du patrimoine naturel et conformément aux objectifs du plan de gestion de la réserve, prendre toutes mesures en vue d'assurer :</p> <p>1° la conservation d'espèces animales ou végétales ;</p> <p>2° la régulation d'espèces animales ou végétales surabondantes ou susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques dans la réserve.</p> <p>Ces mesures ne peuvent être prises qu'après réalisation d'une note précisant l'objet, les motifs et l'étendue de l'opération, et justifiant du caractère nécessaire de ces mesures et de leur conformité aux objectifs du plan de gestion, ainsi qu'une notice d'impact permettant d'apprécier les conséquences de l'opération sur le territoire protégé et son environnement. Ces documents comportent, notamment, un diagnostic de l'état initial des populations d'espèces à réguler ainsi qu'un exposé détaillé des méthodes d'intervention envisagées et des modalités de mise en œuvre des mesures de régulation.</p> <p>La mise en œuvre de ces mesures ainsi que l'évaluation de leur effet sur les populations animales ou végétales concernées et leur efficacité au regard des objectifs de conservation de la réserve, sont assurées par le gestionnaire de la réserve ou sous son contrôle.</p>	<p>Toutes les mesures nécessaires à la conservation d'espèces animales et végétales (repeuplement par exemple) ou à la régulation d'espèces (destruction ou exportation d'individus) devront être autorisées par le Préfet, après avis du Conseil Scientifique de la réserve et du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel.</p> <p>Les régulations d'espèces devront être précédées d'études prouvant leur nécessité : évaluation de la population et de son caractère surabondant par des personnes ou organismes reconnus comme compétents, évaluation des déséquilibres qu'elles provoquent et évaluation des conséquences de ces opérations sur l'écosystème (conséquences de l'opération en elle-même et des conséquences à long terme). Pour cela, il faudra évaluer les conséquences des divers moyens de régulation avant de décider d'un scénario définitif.</p> <p>La mise en œuvre des mesures de régulation ainsi que les suivis scientifiques postérieurs seront assurés ou coordonnés par le gestionnaire de la réserve.</p>
<p><b><u>Art 7 : Chasse</u></b></p> <p>L'exercice de la chasse est interdit.</p> <p>Constituent notamment des actes de chasse prohibés :</p> <p>le tir, de l'extérieur de la réserve, d'animaux situés à l'intérieur,</p> <p>le tir hors de la réserve d'animaux provenant de la réserve, lorsque leur fuite a été sciemment provoquée,</p> <p>la pénétration de quelque manière que ce soit dans la réserve pour ramasser tout animal blessé ou mort, tiré en dehors de la réserve.</p>	<p>Il sera interdit de chasser dans le périmètre de la réserve naturelle, comme c'est aujourd'hui le cas sur le site des Marais du Vigueirat (exception faite des domaines du Cassaire et de la Petite Forêt sur lesquels une activité de chasse est exercée sous contrôle du gestionnaire : ces domaines n'étant pas inclus dans le périmètre proposé pour le classement en réserve naturelle nationale, ils ne seront pas concernés par cette réglementation).</p> <p>La régulation d'espèces évoquée à l'article 6 n'est pas considérée comme un acte de chasse, la réglementation qui s'y applique est donc différente.</p> <p>Comme c'est déjà le cas actuellement sur l'ensemble du site des Marais du Vigueirat, il sera interdit de chasser depuis l'extérieur des animaux présents à l'intérieur de la réserve ou de déranger volontairement ces animaux afin de les faire fuir à l'extérieur pour les chasser. De même, lorsque les animaux blessés ou morts seront tombés dans la réserve, il sera interdit d'aller les y chercher.</p>

<p><b><u>Art 8 : Pêche</u></b></p> <p>L'exercice de la pêche est interdit.</p>	<p>Comme c'est déjà le cas sur l'ensemble du site des Marais du Vigueirat, la pêche sera interdite sur l'ensemble des canaux et roubines compris dans le périmètre de la réserve.</p> <p>La régulation d'espèces évoquée en article 6 n'est pas considérée comme un acte de pêche, la réglementation qui s'y applique est donc différente.</p>
<p><b><u>Art 9 : Activités agricoles</u></b></p> <p>Les activités agricoles et pastorales s'exercent conformément au plan de gestion.</p>	<p>Les activités agricoles et pastorales sont parfois compatibles avec des objectifs de préservation, voire nécessaires à la conservation du patrimoine naturel : ainsi, les troupeaux de chevaux et de taureaux permettent de limiter le développement de la végétation qui induit une fermeture du milieu et une disparition progressive des marais. Ces activités sont déjà aujourd'hui contrôlées par le gestionnaire afin d'être compatibles avec les objectifs de gestion du site. Elles ne seront donc pas perturbées dans leur fonctionnement quotidien par le classement en réserve naturelle nationale.</p>
<p><b><u>Art 10 : Protection des lieux</u></b></p> <p>Il est interdit :</p> <p>1° D'abandonner, de déposer, de jeter, de déverser ou de rejeter tout produit de quelque nature que ce soit pouvant nuire à la qualité de l'eau, de l'air, du sol, du sous-sol, du site ou à l'intégrité de la faune et de la flore ;</p> <p>2° D'abandonner, de déposer ou de jeter, de déverser ou de rejeter des détritiques ou matériaux de quelque nature que ce soit en dehors des lieux spécialement prévus à cet effet ;</p> <p>3° De troubler la tranquillité des lieux par toute perturbation sonore, sous réserve de l'exercice des activités et opérations autorisées par le présent décret, dans la stricte mesure nécessaire à leur exercice ou déroulement ;</p> <p>4° De manipuler ou de porter atteinte à toute installation et infrastructure notamment à celles servant à la gestion hydraulique et pastorale à l'exception du personnel chargé de la gestion, de l'entretien et de la surveillance du site ou de toute personne autorisée par le gestionnaire ;</p> <p>5° D'allumer des feux ;</p> <p>6° De faire des inscriptions autres que celles qui sont nécessaires à la sécurité, à l'information du public, aux activités agricoles et pastorales, à la signalisation de la réserve, ainsi qu'aux délimitations foncières.</p>	<p>L'ensemble de ces interdictions, déjà valables sur l'ensemble du site des Marais du Vigueirat, sont nécessaires à la mission conservatoire de la réserve ou au bon déroulement des activités de gestion qui y sont pratiquées.</p>

<p><b>Art 11 : Travaux</b></p> <p>I. – Les travaux publics ou privés modifiant l'état ou l'aspect de la réserve sont interdits, sauf s'ils sont réalisés dans les conditions prévues aux articles L.332-9 et R.332-23 à R.332-27 du code de l'environnement.</p> <p>Sont notamment soumis à ces dispositions, lorsqu'ils modifient l'état ou l'aspect de la réserve, les travaux :</p> <p>1° d'entretien et de recalibrage des berges du canal d'Arles-à-Bouc sur les parcelles IX13, IY34, IY35, IY36, IY37, IY38, IY39, KC61 ;</p> <p>2° d'entretien des bâtiments et infrastructures situés sur les parcelles IY21, IY23, IY24, KC53, IY35, IY37, IY39, KC61 ;</p> <p>3° d'entretien hydraulique dans le périmètre de la réserve.</p> <p>II. – La réalisation des travaux visés au I doit tenir compte, en particulier dans le choix des périodes auxquelles ils sont effectués, des rythmes biologiques des espèces présentes dans les secteurs affectés. Les méthodes utilisées doivent être les plus respectueuses des espèces animales et végétales en cause ainsi que de leurs habitats, sites de reproduction et de repos, afin d'en assurer une préservation optimale.</p>	<p>Afin d'assurer la conservation du patrimoine naturel de la réserve, les parcelles classées ne doivent pas être détruites et leur état ou aspect ne doit pas non plus être modifié, sauf dans le cadre très encadré de travaux ayant fait l'objet d'une autorisation préfectorale : le demandeur doit fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une note précisant l'objet, les motifs et l'étendue des opérations</li> <li>- un plan de situation détaillé</li> <li>- un plan général des ouvrages à exécuter ou des zones affectées par les modifications</li> <li>- une notice d'impact permettant d'apprécier les conséquences de l'opération sur le territoire et son environnement.</li> </ul> <p>Le Préfet doit aussi recueillir l'avis du ou des Conseils Municipaux intéressés, du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel et de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites. Si l'une de ces deux instances émet un avis défavorable au projet, l'avis est pris par le Ministre en charge de la protection de la nature après avis du Conseil National de la Protection de la Nature.</p> <p>Cependant, lorsque les travaux sont prévus dans le Plan de gestion (qui est approuvé par le Préfet), les propriétaires ou gestionnaires peuvent les réaliser après simple déclaration au Préfet. Ce sera le cas pour les travaux d'entretien et de recalibrage des berges du Canal d'Arles-à-Bouc (raisons de sécurité et correspondant aux missions confiées au <i>Grand Port Maritime de Marseille</i> pour la gestion de ce canal), d'entretien des bâtiments et infrastructures situés dans le périmètre de la réserve (habitations, ouvrages hydrauliques nécessaires à la gestion du site), en particulier les infrastructures hydrauliques.</p> <p>Les travaux d'entretien courant et de réparation ordinaire des bâtiments, équipements, installations et ouvrages, qui ne modifieront pas l'état ou l'aspect de la réserve pourront être exécutés sans être soumis à autorisation ou à déclaration</p> <p>Tous les travaux devront être programmés en tenant compte des exigences biologiques nécessaires à la conservation du patrimoine naturel (période de reproduction, etc.), comme c'est déjà le cas sur l'ensemble du site des Marais du Vigueirat. Les méthodes utilisées devront aussi être les plus respectueuses possibles de l'environnement, en particulier des espèces animales et végétales.</p>
<p><b>Art 12 : Activités minières</b></p> <p>Toute activité de recherche ou d'exploitation minière est interdite.</p>	<p>Afin de garantir l'intégrité de la réserve et de son sol, les activités telles que recherche ou exploitation minière seront interdites.</p>
<p><b>Art 13 : Archéologie</b></p> <p>Il est interdit de prospecter et d'exécuter des fouilles archéologiques dans la réserve sauf autorisation délivrée par le Préfet à des fins scientifiques après avis du conseil scientifique.</p>	<p>Il en est de même pour les fouilles archéologiques, sauf si celles-ci font preuve d'un intérêt scientifique justifié.</p>

<p><b><u>Art 14 : Activités industrielles ou commerciales</u></b></p> <p>I. – Toute activité industrielle et commerciale est interdite.</p> <p>II. – Toutefois, les activités commerciales comme non commerciales liées à la gestion ou à l'animation de la réserve, ou à la recherche scientifique, peuvent s'exercer, conformément aux objectifs du plan de gestion de la réserve, et après autorisation du préfet lorsqu'elles ne sont pas exercées directement par le gestionnaire.</p>	<p>Les activités industrielles et commerciales seront interdites au sein de la réserve, mises à part celles qui seront nécessaires à sa gestion, son animation ou à la recherche à condition qu'elles soient conformes avec le Plan de gestion. Sauf quand elles seront menées directement par le gestionnaire de la réserve, elles devront faire l'objet d'une autorisation par le Préfet. Ce sera le cas pour les activités pratiquées actuellement au sein du futur périmètre de la réserve : visites guidées à pied, visites guidées en calèche, etc. Comme c'est aujourd'hui le cas, les partenaires pouvant bénéficier d'une telle autorisation devront signer une convention avec le gestionnaire.</p>
<p><b><u>Art 15 : Publicité</u></b></p> <p>L'utilisation à des fins publicitaires de toute expression évoquant directement ou indirectement la réserve est soumise à l'autorisation du préfet.</p>	<p>Une autorisation préfectorale sera exigée pour toute utilisation à des fins publicitaires de toute expression évoquant directement ou indirectement la réserve (ex : plaquettes de présentation touristique, etc.).</p>
<p><b><u>Art 16 : Accès des piétons</u></b></p> <p>I - La circulation et le stationnement des personnes sont interdits sauf sur le sentier situé sur les parcelles IS 45, 102, 103, 106 et 110 ou sauf autorisation du préfet délivrée après avis du conseil scientifique de la réserve.</p> <p>II - Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas:</p> <p>1° aux agents de l'Etat en missions de police, de secours ou de sauvetage ;</p> <p>2° aux agents des services publics dans l'exercice de leurs missions ;</p> <p>3° aux agents chargés de la gestion, de l'entretien, de l'animation et de la surveillance de la réserve ;</p> <p>4° aux personnes qui résident dans le périmètre de la réserve ainsi que leurs proches, sur la piste et les sentiers identifiés dans le plan de gestion ;</p> <p>5° Aux personnes circulant dans la réserve sous le contrôle du gestionnaire ou dans le cadre d'une animation organisée dans les conditions prévues au II de l'article 14 ;</p> <p>6° Aux activités et opérations autorisées au titre du présent décret ou en application de ses dispositions, dans la stricte mesure nécessaire à leur exercice ou leur déroulement.</p>	<p>Afin de garantir l'intégrité et la tranquillité du site, la circulation libre et le stationnement de personnes dans la réserve seront interdits, sauf :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sur le sentier de la Palunette, en visite libre et gratuite actuellement.</li> <li>- Pour les agents de l'Etat ou des services publics dans l'exercice de leurs missions</li> <li>- Aux personnes en charge de la gestion (le gestionnaire), de l'entretien (le gestionnaire ou un prestataire), de l'animation (le gestionnaire ou un partenaire) et de la surveillance de la réserve (le gestionnaire)</li> <li>- Aux résidents et leurs proches, uniquement sur les secteurs indiqués dans le Plan de gestion</li> </ul> <p>Aux diverses personnes que le gestionnaire autorisera à circuler</p> <p>Aux diverses activités autorisées dans le décret ou en application de ce qu'il indique (visites guidées, recherche scientifique, etc.)</p> <p>En pratique, ces règles sont déjà appliquées sur l'ensemble du site des Marais du Vigueirat puisque toute personne voulant accéder au site doit être autorisée par le gestionnaire.</p>
<p><b><u>Art 17 : Activités photographiques et cinématographiques</u></b></p> <p>Les activités photographiques et cinématographiques doivent être autorisées par le préfet après avis du conseil scientifique.</p>	<p>Toute activité de photographie ou de cinématographie devra faire l'objet d'une autorisation préfectorale (délivrée après avis du Comité Consultatif et du Conseil Scientifique) pour pouvoir être réalisée au sein du périmètre de la réserve.</p>



<p><b><u>Art 18 : Rassemblements et manifestations</u></b></p> <p>Les activités, rassemblements et manifestations sportifs sont interdits.</p> <p>Les autres manifestations et rassemblements sont interdits, sauf autorisation du préfet délivrée après avis du conseil scientifique de la réserve.</p>	<p>D'éventuelles manifestations culturelles pourront par exemple être autorisées par le Préfet (après avis du Comité Consultatif et du Conseil Scientifique) si elles ne nuisent pas à l'intégrité de la réserve.</p>
<p><b><u>Art 19 : Accès des véhicules</u></b></p> <p>La circulation et le stationnement des véhicules motorisés ou non motorisés, y compris sur l'eau, sont interdits dans la réserve.</p> <p>Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux véhicules nécessaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aux missions de police, de secours ou de sauvetage ;</li> <li>- aux interventions des agents des services publics dans l'exercice de leurs fonctions ;</li> <li>- aux activités liées à la gestion, à l'entretien, la surveillance et à l'animation de la réserve, exercées conformément au plan de gestion ;</li> <li>- aux activités et opérations autorisées au titre du présent décret ou en application de ses dispositions, dans la stricte mesure nécessaire à leur exercice ou leur déroulement ;</li> <li>- à la circulation des résidents et de leurs proches sur la piste et les sentiers identifiés dans le plan de gestion.</li> </ul>	<p>Afin de garantir l'intégrité et la tranquillité du site, la circulation et le stationnement de véhicules, quels qu'ils soient, dans la réserve seront interdits, sauf :</p> <p>Pour les véhicules nécessaires aux agents de l'Etat ou des services publics dans l'exercice de leurs missions</p> <p>Aux véhicules nécessaires aux personnes en charge de la gestion (le gestionnaire), de l'entretien (le gestionnaire ou un prestataire), de l'animation (le gestionnaire ou un partenaire) et de la surveillance de la réserve (le gestionnaire)</p> <p>Aux véhicules des résidents et de leurs proches, uniquement sur les secteurs indiqués dans le Plan de gestion</p> <p>Aux véhicules nécessaires aux diverses activités autorisées dans le décret ou en application de ce qu'il indique (visites guidées, recherche scientifique, etc.)</p> <p>En pratique, ces règles sont déjà appliquées sur l'ensemble du site des Marais du Vigueirat puisque toute personne voulant accéder au site doit être autorisée par le gestionnaire.</p>

<p><b><u>Art 20 : Survol</u></b></p> <p>I - Le survol de la réserve à une hauteur inférieure à 500 m au-dessus du sol est interdit.</p> <p>II- Cette disposition n'est pas applicable :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aux aéronefs d'Etat en cas de nécessité de service ou dans l'exercice de leurs missions ;</li> <li>- aux aéronefs effectuant des opérations de secours ou de sauvetage, de police, de douane et de lutte contre les feux de forêts ;</li> <li>- aux aéronefs utilisant la base aérienne 125 (Istres Le Tubé), le centre d'essais envol d'Istres pour les besoins liés au décollage, à l'atterrissage et aux manœuvres qui s'y rattachent ;</li> <li>- aux aéronefs effectuant des opérations de suivi scientifique, d'entretien ou de gestion de la réserve ou bénéficiant d'une autorisation délivrée en application du présent décret.</li> </ul> <p>III –Toutefois, les autorités civiles et militaires compétentes tiennent compte des rythmes biologiques des espèces, de façon à préserver l'avifaune en particulier. Un protocole est établi à cet effet entre le préfet et l'autorité militaire.</p>	<p>De manière générale, le survol de la réserve sera interdit à une altitude inférieure à 500 m du sol.</p> <p>Cela ne s'appliquera pas pour les cas particuliers présentés ci-contre.</p> <p>En particulier, un protocole entre l'Autorité militaire et le Préfet devra être signé afin de fixer les bases d'un accord de manière à ce que chacune de ces structures puisse exercer ses missions dans les meilleures conditions et dans le respect des missions des autres parties. Une rencontre à ce sujet a déjà eu lieu entre les Amis des Marais du Vigueirat, la Base Aérienne d'Istres le Tubé et le Centre d'Essai en Vol d'Istres afin d'amorcer une réflexion conjointe dans l'objectif de l'élaboration du protocole d'accord.</p>
<p><b><u>Art 21 : Campement et bivouac</u></b></p> <p>Le campement sous une tente, dans un véhicule ou dans tout autre abri ainsi que le bivouac sont interdits. Toutefois, le préfet peut autoriser le bivouac à des fins scientifiques ou de gestion après avis du conseil scientifique.</p>	<p>Toute activité de camping ou de bivouac est interdite sur la réserve naturelle, sauf si cela s'avérerait nécessaire pour des questions scientifiques ou de gestion. Cette règle s'applique déjà sur l'ensemble du site des Marais du Vigueirat.</p>
<p><b><u>Art 22 : Mesures transitoires</u></b></p> <p>Jusqu'à l'approbation du plan de gestion de la réserve par le préfet, celui-ci peut prendre toute mesure qui s'avérerait nécessaire à la protection des intérêts que le classement a pour objet d'assurer, après avis du conseil scientifique ou du conseil scientifique régional de la protection de la nature.</p>	<p>Cet article est destiné à assurer que toutes les mesures de gestion nécessaires seront prises par le Préfet dans l'attente de l'élaboration et la validation du Plan de gestion.</p>
<p><b><u>Art 23 :</u></b></p> <p>Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat[, le ministre de la défense] et la secrétaire d'Etat chargée de l'écologie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au <i>Journal officiel</i> de la République française.</p>	<p>L'élaboration d'un protocole d'accord entre le Préfet et l'Autorité militaire au sujet du survol de la réserve implique la signature du décret de classement par le Ministre de la Défense.</p>